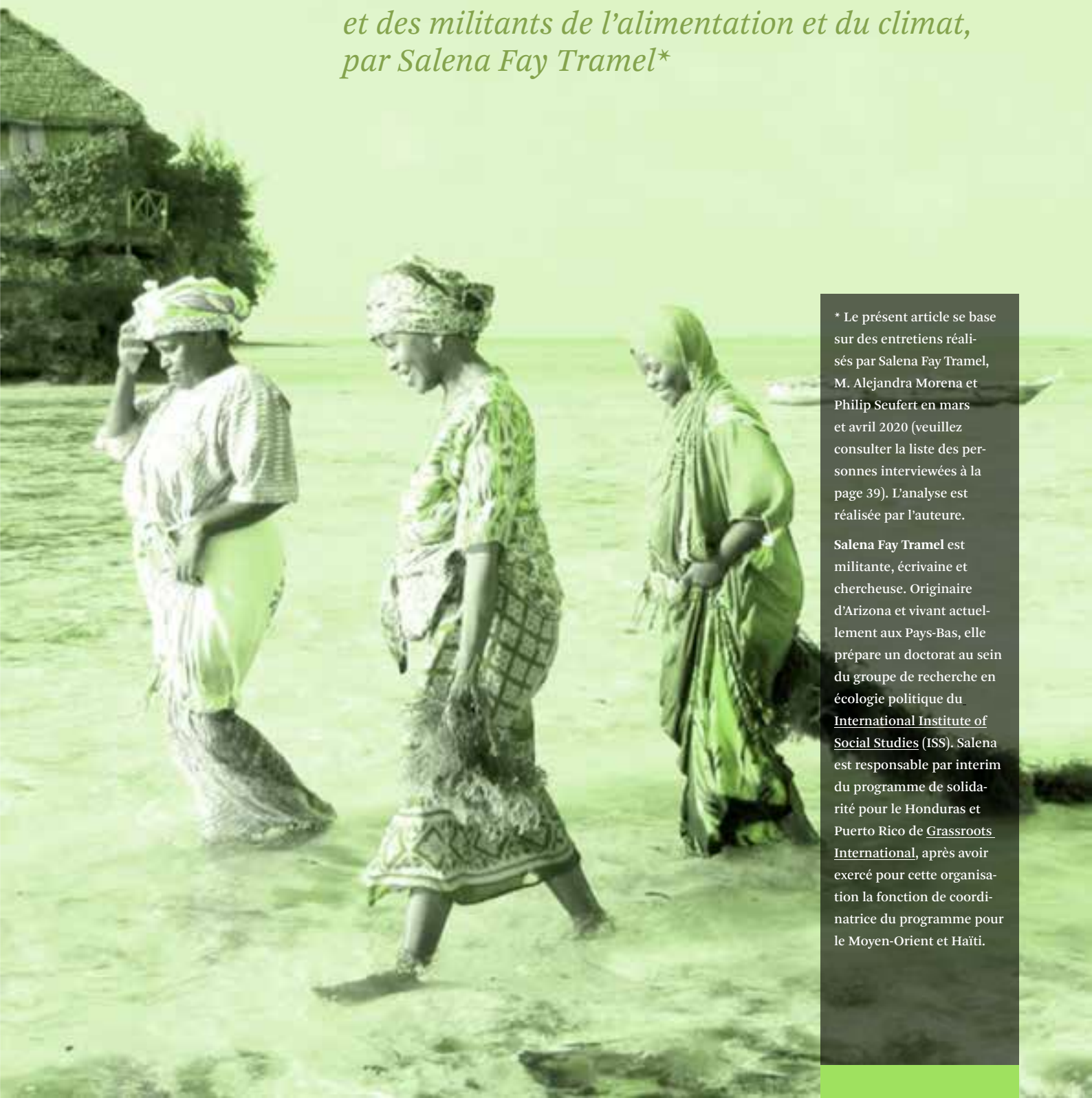


UNISSONS NOS FORCES POUR DÉPASSER LES CRISES ET CHANGER LE SYSTÈME

*Entretiens avec des mouvements
et des militants de l'alimentation et du climat,
par Salena Fay Tramel**

* Le présent article se base sur des entretiens réalisés par Salena Fay Tramel, M. Alejandra Morena et Philip Seufert en mars et avril 2020 (veuillez consulter la liste des personnes interviewées à la page 39). L'analyse est réalisée par l'auteur.

Salena Fay Tramel est militante, écrivaine et chercheuse. Originaire d'Arizona et vivant actuellement aux Pays-Bas, elle prépare un doctorat au sein du groupe de recherche en écologie politique du [International Institute of Social Studies \(ISS\)](#). Salena est responsable par interim du programme de solidarité pour le Honduras et Puerto Rico de [Grassroots International](#), après avoir exercé pour cette organisation la fonction de coordinatrice du programme pour le Moyen-Orient et Haïti.



« Nous traversons une tempête politique, pris entre les courants opposés d'une crise sanitaire et d'une crise climatique. Si la transformation est inéluctable, à nous de décider à quoi elle ressemblera ».

REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à Philip Seufert et M. Alejandra Morena (FIAN International) pour leur soutien lors de l'élaboration du concept du présent article, et nous les remercions également, ainsi que Christina M. Schiavoni (chercheuse indépendante), pour leur aide lors de la révision de cet article.

PHOTO | © Salena Fay Tramel

Les chocs écologiques et économiques ne sont rien de neuf sous le soleil du capitalisme international, même s'ils ont tendance à nous prendre au dépourvu. La troisième décennie du 21^{ème} siècle a démarré comme un roman à suspense bien ficelé dont le méchant est un virus extrêmement contagieux se multipliant à l'infini. La vie industrielle moderne telle que nous la connaissons, dépendante d'une multitude d'interactions humaines complexes, s'est retrouvée paralysée comme une vieille horloge steampunk. Des avions fantômes sans passagers errent sur les routes aériennes transatlantiques tandis que, plus bas, dans les villes, les hôpitaux regorgent de malades. Certains d'entre nous s'abritent derrière leurs écrans comme derrière des portails, ce qu'ils sont d'ailleurs devenus, et tentent de comprendre le sens de cette drôle d'évolution politique. D'autres n'ont pas le temps de rêvasser ; les lignes de front du champ de bataille du COVID-19 ont franchi les tranchées séparant les races, les classes, les genres et les générations.

Alors que certains journalistes font couler beaucoup d'encre sur le thème du « retour à la normale », et que d'autres se lamentent parce que « les choses ne seront plus jamais comme avant », les communautés et les militant.e.s aux premiers rangs du changement climatique et de l'accaparement des ressources encaissent déjà les chocs asymétriques du système capitaliste depuis un certain temps¹. Ces perturbations se produisent quelquefois dans une zone géographique limitée : un cyclone, un tremblement de terre ou une marée noire. Elles peuvent aussi, une fois déclenchées, se propager comme une traînée de poudre, tels les prix de l'alimentation en 2007-08, les crises financières, énergétiques et du pétrole, qui ont traversé les

¹ Pour davantage d'informations, veuillez consulter : O'Connor, James. *Natural Causes: Essays on Marxist Ecology*. New York: Guilford, 1998.

frontières à la vitesse d'un feu de brousse, ou d'une maladie contagieuse, avec leurs multiples répercussions.

Movement Generation, un groupe de leaders de la base, de responsables de mouvements et d'éducateurs et éducatrices populaires, a mis en place un cadre d'analyse des changements à grande échelle, qu'ils appellent « chocs, glissements et évolutions »². Un glissement, tel que défini dans ce cadre, indique un processus de perturbation similaire à un choc, quoique moins brutal. Par exemple, si le réchauffement climatique et l'acidification des océans sont moins soudains qu'un état d'urgence impromptu, ils ne sont pas moins dangereux, bien au contraire. Lorsqu'un glissement se déclenche, il provoque une réaction en chaîne difficile à arrêter, exactement comme l'énergie cinétique qui fait tomber toute une rangée de dominos l'un après l'autre.

Lorsqu'un glissement chronique (le chaos climatique) rencontre un choc brutal (une crise des prix des aliments ou une épidémie), une évolution s'impose pour sortir de l'impasse. Les évolutions peuvent se produire dans différentes directions. Au cours de la dernière décennie, nous avons assisté à des évolutions alarmantes sous la forme d'une violence accrue, de la montée de la suprématie blanche, de la consolidation du patriarcat et de la renaissance du colonialisme. Bon nombre d'entre elles se sont produites en réaction aux problèmes engendrés par l'exploitation des ressources naturelles et aggravés par le déni et l'atténuation du changement climatique. Partout dans le monde, la fausse solution de « l'accaparement vert » est une manifestation évidente de ce type d'évolution : c'est l'accaparement de terres sous prétexte de protection de l'environnement ; il s'agit littéralement de « vendre la nature pour la sauver »³. Différentes formes de nationalismes, autoritarismes et populismes de droite ont également fait leur apparition en réponse à un projet néolibéral affaibli et omniprésent⁴.

Toutefois, d'autres évolutions aident les mouvements pour la justice sociale à gagner leurs combats de toujours pour l'accès aux ressources naturelles et le contrôle de celles-ci. Les militant.e.s de mouvements radicaux, qui ont toujours fonctionné en silos, entament à présent des négociations difficiles pour échafauder des convergences complexes et produire des changements systémiques. Pour simplifier, si le capitalisme provoque régulièrement des chocs économiques et écologiques au cours de sa descente accélérée vers un avenir invivable, alors pourquoi ne pas saisir l'occasion pour consolider le pouvoir politique de la base et remplacer le système actuel par quelque chose de mieux ?

Le présent article aborde ce dont nous avons besoin pour assurer la victoire des évolutions qui favorisent la justice et la souveraineté des peuples, et pour surmonter les obstacles sur ce chemin. Une hypothèse fondamentale – qui est aussi le point de départ de cet article – est que le poids de la menace de la crise climatique pour notre existence a amené des mouvements thématiques très différents à se mobiliser afin d'unifier leurs luttes et de résister ainsi à l'accaparement des ressources et au changement climatique. Pour rendre ces interactions entre les mouvements et en leur sein plus concrètes, le présent article propose douze entretiens, dont six ont été organisés par groupes de deux personnes, tandis que les six autres sont des entretiens individuels. Des dirigeant.e.s de mouvements sociaux de femmes, de paysan.ne.s, de pêcheurs et de pêcheuses, de peuples autochtones, de jeunes, de défense de l'environnement, et d'organisations de travailleurs et de travailleuses de cinq continents ont pris part à ces entretiens en mars et en avril 2020.

2 Pour davantage d'informations, veuillez consulter : Movement Generation. « Communities Across U.S Stand With Those Impacted by Sandy ». Disponible sur : movementgeneration.org/communities-across-us-stand-with-those-impacted-by-sandy/; et Justice Funders. « State of the Movement 2018: 03 Mateo Nube », février 2018. Disponible sur : www.youtube.com/watch?v=l6nWP1y2kGI&feature=youtu.be.

3 Fairhead, James, Leach, Melissa, et Ian Scoones. "Green grabbing: a new appropriation of nature?" *Journal of peasant studies*, 39(2), (2012): 237-261.

4 Scoones, Ian et al. "Emancipatory rural politics: confronting authoritarian populism". *Journal of Peasant Studies*, 45(1), (2018):1-20.

Ces mouvements sociaux partagent tous des agendas politiques clairs et volontaristes de lutte contre le pouvoir, les privilèges et le patriarcat. Le climat et l'alimentation sont des points d'ancrage, des domaines où les militant.e.s invité.e.s sont engagé.e.s depuis des années. Nos entretiens ont été organisés sous la forme d'espaces ouverts d'échanges sur les moyens identifiés par les mouvements de la base pour dénouer les blocages qui empêchent l'épanouissement d'un mouvement politique unique aux multiples facettes. Ils traitent également de la construction de liens plus solides en vue d'atteindre les objectifs de la souveraineté alimentaire et de la justice climatique au terme de leurs luttes plus globales pour un changement systémique. Le reste du présent article s'articule autour de quatre évolutions fondamentales qui sont apparues comme des voies à parcourir ensemble : les féminismes, l'agroécologie, l'eau et la transition juste.

LES FÉMINISMES

Il y a environ dix ans, lorsque les turbulences de la crise des prix alimentaires se sont apaisées en Afrique, le continent est resté marqué par les profondes blessures provoquées par un accaparement de ressources redoublant de vigueur. Le grand accaparement des terres africaines a été un phénomène unique dont ses partisans chantaient les louanges, prétendant qu'il allait résoudre les multiples crises – famines, chômage et changement climatique. Pourtant les militant.e.s féministes, habitué.e.s aux costumes constamment changeants du carnaval de l'extractivisme, ne se sont pas laissé.e.s séduire par la grandeur de cette dernière mascarade. L'une d'entre elles est Ruth Nyambura. « Nous avons lancé le African Ecofeminist Collective il y a un peu plus de cinq ans afin de rassembler les jeunes féministes qui oeuvrent à l'intersection de l'écologie, de la terre, de l'alimentation et de l'extractivisme » nous dit-elle lors d'une conférence téléphonique avec le Kenya. Elle précise ensuite : « Les chocs alimentaires et énergétiques ont provoqué une flambée de l'extraction minière, et nous avons alors dû organiser notre combat à deux niveaux : tenter de bien comprendre les ressorts économiques et politiques de cette problématique, tout en travaillant sur les espaces privés. »

Le African Feminist Collective a consacré du temps à retracer le maillage historique reliant les femmes, l'alimentation et l'environnement imprimé sur tout le continent tel une carte de schémas révélateurs. « Nos femmes comprennent l'analyse intersectionnelle de l'alimentation dans notre région », affirme Ruth. « Nous savons que l'alimentation est principalement produite par les femmes, aussi bien dans les zones rurales que dans les villes, et la plupart de ces productrices alimentaires sont des femmes plus âgées. »

L'histoire est profondément porteuse de sens pour les femmes du African Feminist Collective qui s'attaquent au défi du changement climatique. « On a tendance à oublier l'histoire coloniale lorsqu'on essaie d'atténuer les effets du changement climatique sur les femmes et notre écosystème et, en même temps, de faire face aux problèmes connexes de la perte des terres et de l'effondrement du secteur public », déclare Ruth. « Toutefois, nous devons en tenir compte dans notre analyse, la crise climatique devant être vue comme l'expression et la répétition des politiques coloniales que le continent africain combat depuis plus de cent ans. »

Arieska (Arie) Kurniawaty, dirigeante féministe de Solidaritas Perempuan, le réseau indonésien de défense des femmes, partage l'opinion de Ruth sur l'importance de tenir compte de l'intersectionnalité et de l'histoire pour éliminer les causes pro-

fondes des crises alimentaire et climatique. « Nous parlons des droits des femmes », souligne Arie, « car, pour nous, le féminisme doit dénoncer les rapports de force déséquilibrés à tous les niveaux – dans la famille et à travers le monde ». Elle explique qu'en Indonésie, les féministes organisent en douceur les femmes et leurs communautés pour les amener à s'impliquer dans les luttes tout en évitant les confrontations trop brutales.

Les réponses apportées par le capitalisme à l'atténuation du changement climatique créent un contexte politique favorable. Les ressources naturelles abondantes de l'Indonésie – ses forêts, ses zones de pêche et ses terres agricoles – en font une mine d'or pour les systèmes d'échange de crédits carbone. L'archipel prend alors une avance considérable sur les autres pays d'Asie du Sud-Est et sur le reste du monde : en 2017, son économie, actuellement la plus performante de la région, atteint la barre convoitée des mille milliards. Mais à quel prix et pour qui ?

« Bien sûr devons-nous réduire les émissions de gaz à effet de serre », admet Arie, « mais en réalité, les projets privatisés tels que REDD+ limitent l'accès des femmes aux forêts ; nous devons donc travailler ensemble pour faire comprendre à notre gouvernement que ce sont de fausses solutions ». Elle nous explique que les forêts sont les lieux où les femmes trouvent leur alimentation et leurs médecines, mais également des espaces spirituels et culturels irremplaçables. Solidaritas Perempuan aide les femmes rurales à utiliser à la fois des instruments de droits humains qui ont fait leurs preuves, tel que la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDEF, 1979), et d'autres outils plus récents, tel que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (VGGT, 2012), adoptées par le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) réformé.

Globalement, Arie pense que le mouvement féministe indonésien en pleine évolution devient assez fort pour braver l'impunité des entreprises multinationales et combattre un système politique de droite qui se propage dangereusement. Solidaritas Perempuan s'occupe aussi de sensibiliser aux thèmes féministes les mouvements sociaux de producteurs et productrices d'aliments et de peuples autochtones, qui partagent son analyse politique mais manquent de sensibilité aux questions de genre. Arie résume la situation : « Le patriarcat et le capitalisme appauvrissent collectivement les femmes, et le mouvement féministe est un mouvement de libération global qui rétablit l'équilibre des rapports de force. Le moment est venu de reconquérir les espaces perdus dans toutes les régions et tous les continents. »

De l'autre côté de l'océan pacifique, loin des côtes, le territoire Yaqui se trouve là où la frontière militarisée qui sépare les États-Unis du Mexique traverse le remarquable écosystème du désert de Sonora. Si Andrea Carmen représente les peuples Yaqui, son engagement aux côtés des autochtones et de leurs mouvements n'est pas pour autant lié à son appartenance à une tribu. Résidant en Arizona, elle exerce depuis longtemps la fonction de directrice exécutive du Conseil international des traités indiens (IITC) et, dans ses fonctions, couvre de vastes territoires.

Andrea fait ses premières armes dans le mouvement des femmes pendant ses études universitaires dans les années 70. A cette époque, la deuxième vague du féminisme atteint son apogée et consacre l'essentiel de ses forces au combat contre les inégalités dans le monde du travail. Alors que la parité salariale devient une cause cé-

lèbre pour les féministes blanches d'Amérique du nord et d'Europe, de nombreuses femmes autochtones n'ont pas fini de panser les blessures profondes infligées par le colonialisme de peuplement. Le travail d'Andrea consiste alors notamment à attirer l'attention sur les pratiques persistantes de stérilisation forcée des femmes autochtones.

« Je comprends le féminisme européen, il a du sens dans leur contexte, mais en tant que femmes autochtones, nous avons besoin d'un autre regard », déclare Andrea, « notre Terre mère nous a donné naissance dans le respect de ce que nous sommes, il n'est donc pas nécessaire de nous imposer une identité binaire ». Elle précise : « Dans notre mouvement autochtone, d'après mon expérience, nous ne manquons pas de dirigeantes fortes puisque les femmes sont très respectées en tant que détentrices de connaissances. Nos défis sont d'une autre nature. »

Andrea nous fait prendre conscience de la nécessité d'une pluralité de féminismes pour mettre fin aux expressions systémiques néfastes du patriarcat, du colonialisme et de la croissance néolibérale. Soutenir des féminismes autochtones, Noirs, paysans, queer, et autres féminismes de la base, permet aux principales victimes d'un système fondé sur différentes formes d'oppression interdépendantes de construire ce dont elles ont besoin pour le remplacer⁵. « Nous avons été capables de braquer les projecteurs sur les violations que nous subissons, mais aussi sur nos façons de contribuer à des solutions », affirme Andrea, et elle ajoute, « les pratiques et les structures autochtones méritent le respect ».

⁵ Pour davantage d'informations sur la diversité de genre et l'intersectionnalité, veuillez consulter : Gioia, Paula, « Coming out : la diversité de genre dans le système alimentaire ». *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2019) : 36-43. Disponible sur : https://www.right-to-food-and-nutrition.org/files/rtfn-watch11-2019_fra-36-43.pdf.

L'AGROÉCOLOGIE

Les hauts-plateaux péruviens d'Ayacucho, entourés d'un côté par la forêt amazonienne et de l'autre par la côte déchiquetée du Pacifique, exsudent la révolution comme les cratères des volcans qui ont fait la renommée de la région exsudent la vapeur. Il y a presque 200 ans, alors que le Pérou était une place forte royaliste de la couronne espagnole, le mouvement bolivarien pour l'indépendance a gagné une bataille décisive à Ayacucho, épargnant ainsi tout le continent sud-américain de la fêrle ibérique. Aujourd'hui, ce sont d'autres dangers qui se sont frayés un chemin au-delà des montagnes andines d'Ayacucho.

Le peuple Quechua d'Ayacucho a survécu à de nombreuses tentatives de les effacer, en grande partie grâce à leur attachement aux systèmes agricoles traditionnels qui protègent leur environnement. Tarcila Rivera Zea est une de ces gardiennes d'écosystème ; elle est également présidente fondatrice du Centre des cultures indigènes du Pérou (CHIRAPAQ) et fondatrice du Réseau continental des femmes indigènes des Amériques (ECMIA). Elle a consacré sa vie à influencer les politiques à tous les niveaux, du local au global, pour défendre les droits des femmes autochtones, tâche pour laquelle l'alimentation a souvent été une porte d'entrée. Elle affirme : « Nous devons avoir une vision claire de notre point de départ : le combat des peuples autochtones pour le droit aux ressources naturelles. »

Tarcila explique que la crise climatique a exacerbé les difficultés d'accès aux cultures autochtones dans une région déjà fortement touchée par les politiques commerciales néolibérales. Elle insiste : « Si nous valorisons et priorisons une production saine – maïs, pommes de terre, herbes et médecines – pour laquelle nous créons ensuite un marché équitable, nous atténuerons l'impact du changement climatique. » Tarcila insiste sur les différents niveaux de son travail au sein de CHIRAPAQ, qui a

évolué du droit à l'alimentation à la souveraineté alimentaire et ensuite à la justice climatique, jusqu'à aborder simultanément ces trois aspects aujourd'hui.

L'agroécologie est devenue un pilier reliant la souveraineté alimentaire à la justice climatique. Il s'agit là d'une évolution fondamentale qui, d'après les mouvements pour la justice sociale, nous sortira du marasme dans lequel le système alimentaire industriel et les autres formes de contrôle et d'extraction des ressources naturelles sont enlisés. Les populations paysannes et autochtones perfectionnent l'art de l'agroécologie depuis des générations en y apportant constamment des innovations grâce à leur profonde connaissance du monde vivant⁶. Dans le pays natal de Tarcila, l'anémie et la malnutrition sont en constante augmentation à cause de l'emprise de l'agro-industrie sur le système alimentaire, mais CHIRAPAQ fait en sorte que les réponses agroécologiques émanant de la base commencent par la production locale et se terminent par la consommation locale. « Nous pouvons utiliser l'agroécologie pour articuler les revendications des femmes autochtones à tous les niveaux », déclare-t-elle.

Mais qu'est-ce que l'agroécologie exactement ? En 2015, un groupe de militants et militantes pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique se rassemblent dans le petit écovillage malien de Nyéléni pour s'accorder sur les réponses à cette question. Ce n'est pas la première fois que le mouvement paysan du Mali est l'hôte d'un tel événement à Nyéléni, en collaboration avec La Via Campesina, son homologue international. En 2007 déjà, au moment où la crise des prix alimentaires s'accélère, les mouvements sociaux s'y réunissent pour discuter de la souveraineté alimentaire en tant que « droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes durables et respectueuses de l'environnement, et leur droit de choisir leur alimentation et leurs systèmes agricoles⁷. Ensuite, en 2011, alors que le Mali est aux prises avec des formes d'accaparement des terres parmi les pires au monde, les mouvements sociaux retournent à Nyéléni pour dénoncer cette situation et riposter avec l'arme de la souveraineté alimentaire.

L'assemblée sur l'agroécologie de 2015 complète le puzzle : lorsque la glissade de la crise climatique rencontre le choc de la crise des prix alimentaires, les capitalistes tentent de déguiser l'accaparement des terres en manœuvre de protection de l'environnement. Toutefois, l'alliance stratégique entre les mouvements sociaux n'a aucune intention de les laisser commettre ce nouveau pillage impunément. Saulo Araujo, présent à l'assemblée de Nyéléni sur l'agroécologie, déclare : « L'agroécologie n'est pas un concept ou un truc technologique, mais bien un processus dont la fonction est de rétablir l'équilibre, particulièrement en temps de crise. »

Agronome de formation, Saulo soutient des initiatives liées à la souveraineté alimentaire et la justice climatique, menées par des mouvements sociaux. Originaire du Brésil, il est actuellement à la tête du Global Movements Program de WhyHunger aux États-Unis, outre son militantisme au sein de la U.S. Food Sovereignty Alliance et de la Climate Justice Alliance. Saulo s'explique : « Les personnes reprennent possession de leurs connaissances ancestrales et de leur rôle de premier plan dans la souveraineté alimentaire grâce à l'agroécologie. La solidarité entre les communautés est un acte de résistance à travers le partage de nos connaissances, l'entraide et la construction d'un internationalisme de la base qui nous permet de surmonter les crises que nous traversons en permanence. »

6 Pour davantage d'informations sur le lien entre l'agroécologie et le féminisme, veuillez consulter : « L'agroécologie n'existe pas sans le féminisme. » *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2019) : 44-53. Disponible sur : <https://www.right-to-foodandnutrition.org/fr/lagro-ecologie-nexiste-pas-sans-le-feminisme>.

7 Veuillez consulter la Déclaration de Nyéléni du Forum pour la souveraineté alimentaire, 2007. Disponible sur : www.nyeleni.org/spip.php?article290.

8 Pour davantage d'informations sur les initiatives de « croissance bleue », veuillez consulter : Barbesgaard, Mads, « Privatisation et emprise des entreprises sur les politiques de pêche internationales », *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2016) : 34-37. Disponible sur : <https://www.righttofoodandnutrition.org/fr/node/117>.

Il est important de souligner que l'agroécologie, à l'instar du féminisme, n'est pas un remède miracle. En réalité, l'agroécologie s'oppose justement aux solutions de facilité telles que REDD+ et la révolution bleue⁸ au moyen d'une résistance politique très organisée.

Un exemple de ce travail peut être observé à Porto Rico, un magnifique petit archipel posé sur la mer des Caraïbes comme un trio d'émeraudes sur la vitre d'un comptoir de bijoutier. Un rapide coup d'œil sur une carte donne l'impression d'un petit paradis isolé du monde orné d'une forêt tropicale. Toutefois, un rapide retour à travers l'histoire nous raconte une tout autre histoire. Tout d'abord, l'île est arrachée aux peuples autochtones Taïno par Christophe Colomb et ses brigands, pour être ensuite acquise par les États-Unis comme butin de la guerre hispano-américaine. Aujourd'hui, l'île est encore en possession des États-Unis sans toutefois faire officiellement partie de son territoire, ce qui fait d'elle une des plus anciennes colonies du monde.

Pour Jesús Vázquez, militant portoricain de l'organisation « Boricuá de Agricultura Ecológica » (Boricuá), un mouvement de jíbaras et de jíbaros (paysannes et paysans), l'agroécologie est le passage obligé pour rompre avec les importations d'aliments coûteux et malsains en provenance des États-Unis et le carcan des mesures d'austérité, également imposées par le « continent ». « Nous pensons sans cesse à nos ancêtres, aux peuples Taïnos et à tous ceux et toutes celles qui, partout, veulent retourner à la terre et l'utiliser de manière productive sans la détruire ni l'exploiter », nous explique Jesús.

Un réseau croissant de militantes et de militants agroécologiques à Porto Rico, dont fait partie Boricuá, promeut la logique simple selon laquelle, si Porto Rico cultivait autrefois la plupart de ses propres aliments, sans parler de ceux extraits pour rassasier ses colonisateurs - le café pour l'Espagne et la canne à sucre pour les États-Unis -, l'île peut le faire à nouveau. Et Jesús d'ajouter que Boricuá a emprunté la méthodologie campesino-a-campesino (de paysan à paysan) à La Vía Campesina, le mouvement paysan international dont Boricuá est membre, avant de l'adapter aux besoins spécifiques du peuple portoricain. « Nous appelons cette méthode « brigades agroécologiques et solidaires », et celles-ci sont devenues essentielles à notre mode d'organisation ».

Ces brigades se déplacent d'une ferme à l'autre, pour aider non seulement les agriculteurs, mais également la communauté au sens large. Pareilles stratégies s'inscrivent dans l'engagement de Boricuá en faveur d'une vision multisectorielle. « L'alimentation et l'agriculture étant l'essence même du maintien de la vie, nous comprenons la nécessité de nouer des alliances plus larges, avec les syndicats, les travailleurs, les ouvriers et ouvrières agricoles, les professionnels et professionnelles de la santé, et bien d'autres encore. », précise Jesús. « Nous sommes présents dans différentes régions de Porto Rico, pour que nos mouvements soutiennent nos efforts d'entraide », conclut-il.

EAU

Mentionnez la Palestine en public et préparez-vous à l'impact. Avec une population étouffée par des années d'une oppression exacerbée par l'occupation israélienne des territoires palestiniens, il serait facile de balayer ce coin de la Méditerranée,

objet de tant de disputes, comme une anomalie. Après tout, le « conflit » n'est-il pas confiné à une minuscule zone géographique, sur fond de divisions religieuses apparemment irréconciliables. Il est certain que la lutte palestinienne pour la liberté – comme c'est toujours le cas - a une histoire et des caractéristiques uniques. Pourtant, le conflit politique peut aujourd'hui se résumer à une simple confrontation pour le contrôle des ressources naturelles, avec, en son centre, l'eau.

L'Union des comités agricole de travail (UAWC) fait partie d'une multitude de mouvements sociaux palestiniens qui comblent le trou béant laissé par l'absence de souveraineté dans les territoires occupés. « Israël utilise environ 85 % de nos eaux palestiniennes », nous explique Saira Abbas⁹, depuis le siège de l'UAWC à Ramallah. « Les forces d'occupation nous interdisent de récolter l'eau de pluie, ou de gérer les eaux souterraines en nous empêchant d'accéder aux sources ou de construire ou de réhabiliter des puits artisanaux », ajoute-t-elle.

⁹ Le nom a été changé pour préserver la confidentialité.

Si pratiquer la souveraineté alimentaire par l'agroécologie dans la Palestine rurale à l'ombre des envahissantes colonies, n'est pas tâche facile, l'UAWC s'y engage néanmoins. « Notre banque de semences est ce que nous faisons de mieux à la jonction du climat, de l'alimentation et de l'eau. », d'après Saira. Depuis 2003, l'UAWC sauvegarde dans une banque de semences des semences palestiniennes rares, qui se transmettent d'une génération à l'autre comme les bijoux préférés d'une vieille matriarche. « Non seulement ces semences indigènes facilitent-elles le retour à la terre et sa protection par la culture », nous explique Saira, « mais elles sont économes en eau et nous protègent également des changements climatiques ».

L'UAWC souligne l'importance de l'internationalisme et de la solidarité quand il s'agit de normaliser la situation des 20.000 paysans et paysannes, pêcheurs et pêcheuses, qu'elle représente à travers la bande de Gaza et en Cisjordanie. En tant que membre de La Vía Campesina, elle a permis, via les liens politiques noués avec le mouvement mondial, aux militants et militantes palestiniennes d'accueillir des échanges d'apprentissage sur leurs territoires et de participer à ceux qui ont lieu à l'étranger. « Ensemble, nous montrons au monde le rôle que joue l'eau dans l'agroécologie », d'après Saira. « Et ainsi nous expliquons que l'eau est un moteur de l'occupation à laquelle nous cherchons à mettre fin », conclut-elle.

Parmi ses réalisations les plus récentes, La Vía Campesina a été le fer de lance du processus réussi d'adoption de la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) ; c'est en 2018 que l'Assemblée générale a adopté cet instrument fondé sur les droits humains, qui définit les droits à l'eau pour l'usage personnel et domestique et souligne son importance pour les paysans, les paysannes et autres personnes qui protègent les ressources naturelles et dont la subsistance en dépend. L'article 21.2, par exemple, stipule : « Ils ont le droit d'avoir un accès équitable à l'eau et aux systèmes de gestion de l'eau et d'être à l'abri de coupures arbitraires ou d'une contamination de leur approvisionnement en eau. »¹⁰

¹⁰ Disponible sur : digitallibrary.un.org/record/1650694?ln=en. Pour de plus amples informations, veuillez consulter : Claeys, Priscilla et Marc Edelman. "The United Nations Declaration on the rights of peasants and other people working in rural areas". *Journal of Peasant Studies*, 47(1), (2020):1-68.

Même si, dans divers autres secteurs, les mouvements sociaux s'efforcent d'axer davantage leurs réflexions sur tout ce qui concerne l'eau, pour les pêcheurs, les pêcheuses, ainsi que pour les travailleurs et travailleuses de la pêche, l'eau fait plus que soutenir la vie, elle est également la principale source des moyens de subsistance. C'est dans cet esprit que le Forum mondial des populations de pêcheurs organise des mouvements de pêche à petite échelle dans le monde entier. L'un de ses

membres les plus actifs se trouve dans un État d'Afrique de l'Ouest souvent oublié, où les rivières serpentent à travers la terre rouge dans leur périple vers la mer.

Les frontières bizarres de la Gambie lui donnent l'apparence d'un long doigt crochu qui, accroché à l'océan Atlantique, pointe vers l'est entre le Sénégal et le vaste Sahel. Cette étrange topographie est un vestige d'un accaparement de l'eau par les colons britanniques en territoire africain indigène occupé alors par les Français. Si, depuis 1965, la Gambie est indépendante, l'accaparement, lui, se poursuit.

La « National Association of Artisanal Fisheries Operators » (NAAFO), l'organisation qui représente la Gambie auprès du Forum mondial des populations des pêcheurs, mène un travail intense de plaidoyer autour de la question des enclos d'eau. Fatou Camara nous explique que son mouvement utilise l'argument de la souveraineté alimentaire lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins uniques des communautés riveraines et côtières de la Gambie. « Le poisson est une protéine très nutritive et abordable pour notre population », déclare-t-elle, « tandis que la pêche industrielle destructrice et le tourisme côtier constituent une menace pour nos pêcheuses et nos pêcheurs ». Fatou représente la NAAFO au niveau international au sein du groupe de travail « pêches » du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire, qui chapeaute tous les mouvements ayant participé à l'élaboration de politiques de gouvernance mondiale comme les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale (VG-SSF, 2014) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Quand elle est chez elle en Gambie, Fatou travaille à la mise en œuvre de mécanismes politiques, tels que le VG-SSF au niveau de l'État, qu'elle envisage du point de vue de la justice pour les femmes. « La plupart des activités liées à la pêche et à la justice climatique étant confiées à des femmes, nous voulons que notre rôle soit prioritaire au sein du mouvement de la pêche », a-t-elle déclaré. De plus, Fatou, qui voit dans les droits fonciers un obstacle pour toutes les femmes gambiennes, espère créer des liens avec d'autres secteurs qui cherchent à obtenir ces droits. Elle ajoute : « Nous souhaitons travailler avec les femmes d'autres secteurs afin qu'ensemble, nous puissions construire notre pouvoir collectif ».

L'une des plus impressionnantes manifestations d'un pouvoir collectif utilisant l'eau comme cadre pour un changement systémique a eu lieu en 2016-17 dans les profondeurs du territoire sioux. Plus de 280 tribus indigènes se sont réunies à Standing Rock, une réserve située dans les vastes plaines balayées par les vents du Dakota, où le taux de pauvreté est trois fois plus élevé que la moyenne américaine, dans le but de bloquer la construction d'un gigantesque oléoduc prévue dans la région.

Si la manifestation a fini par être dispersée de force et le pipeline a été mis en service, les militants et militantes pour l'eau y ont acquis une réputation qu'ils/elles ne sont pas prêts de céder. Les événements de Standing Rock ont servi de centrale électrique, pompant de l'énergie à haute tension à travers un nouveau réseau d'alliances. D'autres foyers de protestations sont apparus au Minnesota et en Louisiane, exigeant l'application de leurs droits, issus de traités¹¹, aux eaux territoriales. Dans la nation Navajo, la plus grande réserve des États-Unis située en grande partie dans les déserts arides de l'Arizona, a résonné le cri de guerre « L'eau, c'est la vie », au point de liaison entre l'eau, l'énergie et l'alimentation.

¹¹ Les droits liés aux traités sont des accords contraignants entre deux nations ou souverains. Pour une analyse, veuillez consulter : indianlaw.org/content/treaty-rights-and-un-declaration-rights-indigenous-peoples.

Janene Yazzie, de la nation Navajo, qui travaille à l'IITC, nous explique les ravages de la désertification et du changement climatique qui accélèrent l'invasion de son territoire par les dunes de sable. Ce lent empiètement est exacerbé par les activités extractives dans les montagnes sacrées, par l'exploitation du charbon et de l'uranium, et par la fracturation du gaz naturel. Et Janene d'expliquer : « L'International Indian Treaty Council travaille avec les communautés indigènes pour construire des modèles de souveraineté alimentaire, mais également d'accès à l'eau, et pour trouver comment traduire ces luttes locales en mouvement international ».

Citons comme exemple les efforts entrepris pour que les partenariats énergétiques et l'aménagement du territoire soient abordés selon une approche fondée sur les droits par le biais d'outils comme la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) qui stipule, entre autres, le droit à l'eau comme ressource naturelle clé et le droit d'appliquer des traités tels que ceux qui régissent théoriquement la nation Navajo. « Au niveau local, il s'agit d'une entreprise intergénérationnelle. » ajoute Janene. « Il est urgent de protéger les détenteurs de nos connaissances traditionnelles, des pratiques, des langues et des protocoles nécessaires pour expliquer les principes de notre autosuffisance, de notre souveraineté et de notre identité en tant que peuples autochtones ».

UNE TRANSITION JUSTE

C'est à la fin des années 90, lorsque le mouvement anti-mondialisation était à son apogée qu'est apparu le cadre de la transition juste dans le sillage des organisations syndicales et de la justice environnementale. A l'époque, des partisans du néolibéralisme en Amérique du Nord et en Europe essayaient d'appâter les anciennes colonies avec l'élixir toxique de la stabilisation, de l'ajustement structurel et d'une croissance boostée par les exportations. Les ouvriers et les écologistes qui réclamaient alors une transition économique et écologique étaient bien conscients que celle-ci était la solution pour éliminer les barrières liées à la race et à la classe.

Faisons un saut de deux décennies ! La transition juste, telle qu'elle est pratiquée, est aussi diverse que le sont les communautés mettant en œuvre son principe fondamental : remplacer les économies extractives par des économies régénératives.¹² « Nous trouvons notre inspiration dans de nombreuses formes différentes d'action directe non violente, de Gandhi au mouvement des droits civils, au mouvement anti-apartheid, aux suffragettes », nous explique Esther Stanford-Xosei, une militante pour la justice climatique et les réparations, basée à Londres et membre du réseau de solidarité internationaliste « Extinction Rebellion ». « Nous savons que l'accaparement et la dépossession des terres étaient et sont liés aux économies de plantations alimentaires », ajoute-t-elle, « et que l'extraction des ressources dans nos pays d'origine est la nouvelle forme de colonisation britannique ».

Esther souligne que guérir une planète blessée passe par la nécessaire réconciliation des torts causés aux populations lors de l'acte de destruction. Cela commence par la réparation des dommages causés aux personnes asservies et tuées par le projet colonial. Esther s'attelle à cette tâche dans sa propre communauté au sud de Londres par le biais de l'initiative « Stop the Maangamizi ! » qui fait pression sur le Parlement britannique pour que ce dernier mette en place une Commission d'enquête pour la vérité et la justice réparatrices.

« Puisqu'au cœur du processus de colonisation se trouve l'alimentation, notre objectif de réparation commence par là », explique Esther ; « Il existe un lien évident

¹² Voir Climate Justice Alliance. "Just Transition: A Framework for Change". Disponible sur : climatejusticealliance.org/just-transition/.

entre l'alimentation, la terre et l'écocide auquel nous assistons maintenant ». Elle voit un lien intime entre la transformation du système alimentaire et le processus de réparations. « Ecocide et génocide sont des processus interconnectés qui ont visé tant les populations africaines que les peuples indigènes », ajoute-t-elle, « ainsi, la justice réparatrice, y compris dans le sens de répudiation de la dette, a été préconisée par les peuples racialement et colonialement opprimés du Nord et du Sud ».

13 Pour de plus amples informations sur l'intersectionnalité, veuillez consulter : Woods, Deidre. « Les femmes invisibles : la faim, la pauvreté, le racisme et le genre au RU ». *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2019):27-32. Disponible à l'adresse : <https://www.righttofoodandnutrition.org/fr/les-femmes-invisibles-la-faim-la-pauvrete-le-racisme-et-le-genre-auroyaume-un>.

Grâce à un réseau de mouvement social étroitement tissé, Esther voit l'intersectionnalité comme la piste à suivre.¹³ « Il est tout aussi important pour les communautés blanches d'explorer leurs luttes de dépossession des terres et d'oppression de leur classe ouvrière », d'après elle. « Nous approfondissons nos perspectives, nos solutions et nos méthodologies pour fusionner les rébellions de nos peuples respectifs », ajoute-t-elle, « et une partie de ce travail consiste à gagner les cœurs et les esprits en Europe. »

Comme Esther l'a si bien décrit, les positions idéologiques communes des mouvements pour la justice sociale sont influencées par la classe et l'identité ; à leur tour, ces idéologies alimentent les stratégies politiques, comme celles qui visent une transition équitable. Khwezi Mabasa ajoute que les mouvements pour l'alimentation et le climat doivent élaborer des stratégies internes et externes pour voir des résultats tangibles dans leur travail. « Nous devons lancer un débat avec l'État, mais également avec le capital des entreprises, car tous deux dépossèdent les populations et sapent la souveraineté alimentaire », nous explique-t-il lors d'un entretien téléphonique depuis l'Afrique du Sud, « d'un point de vue stratégique, différents piliers d'organisation s'imposent pour transformer le système alimentaire ».

Khwezi s'est pour la première fois intéressé à l'interconnexion entre l'alimentation et le travail lorsqu'il était éducateur politique et coordinateur au sein du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) ; aujourd'hui, il achève un doctorat centré sur une analyse sexospécifique de la crise agricole contemporaine en Afrique du Sud. Son travail touche à l'économie politique alternative, à la justice raciale et au féminisme. « Les femmes noires sud-africaines ont toujours été des agricultrices de subsistance, et leur travail a essentiellement servi à soutenir la reproduction sociale de la classe ouvrière pendant l'Apartheid et même après celui-ci », d'après Khwezi. « Ce constat est important car leur contribution, ignorée, s'inscrit dans une stratégie de subsistance plus large, soutenue par les jardins communautaires et domestiques », ajoute-t-il.

La position de l'Afrique du Sud comme puissance économique régionale, et les activités extractives qui l'ont amenée là, n'ont pas échappé à Khwezi. Il est d'avis que la race est parfois utilisée comme une arme économique pour permettre des activités minières. La ceinture de platine du pays, par exemple, possède l'une des plus fortes concentrations de ce métal précieux au monde. « Lorsque de grandes entreprises nationales et internationales veulent obtenir une licence d'exploitation minière, elles doivent montrer qu'elles contribuent aux objectifs politiques de l'Afrique du Sud, comme la réparation raciale, afin de forger des partenariats avec l'élite noire », déclare M. Khwezi. « Un ancien opprimé devient parfois l'opresseur », conclut-il en résumé.

Cape Agulhas, à la pointe du continent en Afrique du Sud, tout près de là où vit Khwezi, est l'endroit où les océans se retournent sur eux-mêmes. Lorsque les eaux chaudes du courant indien y rencontrent les eaux froides remontant de l'Antarc-

tique, les deux systèmes s'entrechoquent à l'image de danseurs virevoltant grâce à l'énergie de la force centripète. Cette chorégraphie océanique est aussi fluide et prévisible que les cycles de vie des humains et les mouvements sociaux qu'ils construisent pour maintenir leur élan. Ainsi sont les politiques de création.

« Il y a tant de choses à aborder en si peu de temps », nous dit Chiara Sacchi, une jeune militante de Jóvenes por el Clima (Jeunesse pour le climat) en Argentine. Au fur et à mesure que Chiara explique ce que signifie avoir 18 ans et devenir adulte à l'ère du chaos climatique et d'une pandémie majeure, elle s'exprime de plus en plus fort. « Tous nos problèmes en Argentine sont systémiques », ajoute-t-elle, « et les changements individuels ne suffiront pas ; nous devons exiger des politiques publiques susceptibles d'apporter un changement plus ample, en partant de la racine du problème ».

Jóvenes por el Clima est divisé en modules thématiques, et Chiara a rejoint deux d'entre eux : le changement climatique et les zones rurales. « L'Argentine est un pays qui épuise ses ressources naturelles, par le biais de l'agrobusiness, de la déforestation et de l'exploitation minière, mais nous nous organisons en tant que jeunes pour mettre fin à cela ».

Chiara met en pratique les principes de la transition juste à travers son organisation. L'un des aspects de ce travail consiste à supprimer le système alimentaire industriel pour le remplacer par un système qui mettra en contact direct les consommateurs des villes et les petits producteurs des campagnes. « Nous nouons un dialogue, qui fonctionne d'autant mieux lorsqu'il commence au niveau municipal, de voisin à voisin, et c'est ainsi que nous présentons une autre vision, révolutionnaire », conclut Chiara. « Et puis s'ouvrent d'immenses espaces politiques, dans lesquels nous nous engouffrons, avant de marcher sur la capitale, pour nous dévoiler au monde entier ».

SYNTHÈSE

Alors que notre présent est autant marqué par la pandémie en cours que par ses retombées imminentes, l'image d'un tableau de l'artiste militant philippin Federico «Boy» Dominguez a fait son chemin dans certains circuits militants virtuels. Il représente des bateaux qui s'éparpillent à partir de différentes formes de devises et partent à la dérive dans une mer de Saphir déchaînée, pour symboliser la stratification sociale portée à son paroxysme, avec des passagers caricaturaux qui s'accrochent nerveusement aux flancs de leurs bateaux en papier ; un regard plus attentif révèle d'autres personnes, abandonnées dans les flots en colère, qui appellent à l'aide, dans un geste de supplication, ceux et celles resté.e.s dans les bateaux. Le message est clair : le monde actuel est profondément inégalitaire.

En effet, nous traversons une tempête politique, pris entre les courants opposés d'une crise sanitaire et d'une crise climatique. Si la transformation est inéluctable, à nous de décider à quoi elle ressemblera. Les mouvements de justice sociale, pour qui ce genre de chocs n'est rien d'inhabituel, en particulier lorsqu'ils travaillent à la croisée de l'accaparement des ressources et de l'atténuation du changement climatique, ont avancé une série de propositions audacieuses à propos des changements dont nous aurons cruellement besoin pour sortir de l'impasse.

En leur centre, nous trouvons les principes du féminisme, de l'agroécologie, de l'eau et de la transition équitable. Ces changements n'ont jamais été conceptua-

lisés comme des solutions parfaites ; ils sont différents en portée et en contexte, et varient en fonction des facteurs, tels que la race, la classe, le sexe et la génération, qui ont servi de leviers d'oppression pour le système capitaliste. Chacun de ces contextes tourne autour de la centralité du territoire et du contrôle communautaire sur celui-ci. Et chacun de ces points de référence est lié aux autres et renforcé par ceux-ci. Par exemple, le féminisme s'inscrit autant dans l'objectif d'une transition juste que l'eau se retrouve au centre de l'agroécologie.

Depuis les douloureuses secousses de la mondialisation qui ont défini les deux dernières décennies de l'ancien millénaire jusqu'aux convergences des crises qui ont caractérisé les deux premières décennies du nouveau, les mouvements pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique ont oeuvré - de plus en plus collégialement - pour défendre le cadre du changement systémique. Cette entreprise n'a jamais été destinée à être individualisée, comme un Atlas mythologique équilibrant le poids du monde sur ses épaules. Il s'agit d'un processus hautement collectif et continu, illustré par des millions de petits feux allumés dans un ciel sans lune.



EN BREF

Les mouvements de justice sociale utilisent la souveraineté alimentaire et la justice climatique comme points d'entrée pour une révision radicale du système. Si, historiquement, de nombreuses organisations de base ont souvent travaillé par secteur, les militants entament aujourd'hui d'intenses discussions pour forger et approfondir des convergences censées les aider à remporter les longues luttes pour les ressources naturelles et à résoudre les multiples crises rencontrées. Ces discussions font apparaître des synergies au sein des mouvements et entre eux, dont les plus dynamiques concernent le féminisme, l'agroécologie, l'eau et la transition équitable. Ce moment de dialogue politique révèle également quelques tensions, dont la plupart se résolvent par une approche intersectionnelle d'une construction d'alliances qui tiendra compte de points de convergence entre systèmes d'oppression tels que la race, la classe et le sexe. Si la transformation est inévitable en cette période de chocs économiques et environnementaux mondiaux, c'est à nous de décider à quoi elle ressemblera. Alors que la chute du capitalisme vers un avenir impossible s'accélère, les mouvements pour la justice sociale révèlent une fois encore à l'humanité qu'un autre monde est possible, nécessaire et déjà en marche.



PERSONNES INTERVIEWÉES

- Andrea Carmen, Conseil international des traités indiens (IITC), peuples Yaqui ;
- Arieska Kurniawaty, Solidaritas Perempuan, Indonésie;
- Chiara Sacchi, Jóvenes por el Clima, Argentine;
- Esther Stanford-Xosei, Extinction Rebellion Internationalist Solidarity Network (XRISN), Royaume-Uni ;
- Fatou Camara, Forum mondial des populations de pêcheurs (WFFP) et groupe de travail de la pêche du Comité de planification internationale pour la souveraineté alimentaire, Gambie ;

- Janene Yazzie, Conseil international des traités indiens (IITC), peuples Diné;
- Jesús Vázquez, Organización Boricúa de Agricultura Ecológica (Boricúa) / La Vía Campesina (LVC), et Climate Justice Alliance (CJA), Puerto Rico ;
- Khwezi Mabasa, ancien coordinateur des politiques sociales, Congrès des Syndicats sud-africains (COSATU), Afrique du Sud ;
- Ruth Nyambura, Collectif écoféministe africain, Kenya ;
- Saira Abbas¹⁴, Union of Agricultural Works Committees (UAWC), Palestine ;
- Saulo Araujo, WhyHunger / U.S. Food Sovereignty Alliance, Etats-Unis ;
- Tarcila Rivera Zea, Centre des cultures autochtones du Pérou (CHIRAPAQ) / Réseau continental des femmes autochtones des Amériques (ECMIA), Pérou.

¹⁴ Le nom a été changé pour préserver la confidentialité.



CONCEPTS CLÉS

- Nourrir les féminismes de base donne à ceux et celles qui sont les plus visé.e.s par un système fondé sur des formes d'oppression interconnectées les outils nécessaires pour construire de quoi le remplacer.
- L'agroécologie est un processus montrant la voie pour rétablir un équilibre via la souveraineté alimentaire et la justice climatique, et non pas une solution miracle.
- Parfois considérée comme une apostille dans les débats sur les ressources naturelles, l'eau doit être abordée de toute urgence et de front.
- La transition juste résume les moyens à mettre en œuvre pour sortir de l'impasse où se trouvent l'accaparement des ressources et l'atténuation du changement climatique.



MOTS CLÉS

- Changement climatique
- Destruction écologique
- Justice climatique
- Souveraineté alimentaire
- Féminismes
- Agroécologie
- Eau
- Transition juste
- Agro-industrie
- Le pouvoir des entreprises
- Capitalisme
- Racisme
- Patriarcat

